

# Avril 2010, un conflit utile qui paye !

Montreuil le 17 mai 2010

L'action de grève qui a débuté le 6 avril 2010 à 20h00 à l'appel de la fédération CGT des cheminots a revêtu un caractère singulier à bien des égards. L'attitude de la Direction de la SNCF, l'intervention gouvernementale et politique, le positionnement des autres organisations syndicales ont permis de faire mesurer aux cheminots inscrits massivement dans l'action, la complexité et l'agressivité du contexte politique et social dans lequel nous agissons.

## La genèse d'une grève

Depuis le début de l'année 2009, les cheminots se sont mobilisés à plusieurs reprises à l'appel de la CGT dans une démarche que notre fédération s'est attachée à construire dans l'unité syndicale la plus large. Les questions de l'emploi, des salaires, des restructurations et l'éclatement de l'entreprise publique, la casse de fret SNCF, les méthodes managériales et la souffrance au travail induite ont été au cœur de ces mobilisations. Le 29 janvier, le 19 mars et le 26 mai 2009, les cheminots se sont inscrits dans les journées d'actions interprofessionnelles pour porter leurs revendications. Cette même année, le 3 juin devant la Direction du fret à Clichy et le 16 septembre au Bourget mais encore sur d'autres sites, c'est à l'appel de la CGT qu'ils se sont rassemblés pour combattre la stratégie destructrice du fret SNCF mise en oeuvre par MM Blayau et Nadal. La Direction de la SNCF a fait le choix de s'installer dans une posture de blocage tournant délibérément le dos au mécontentement et aux exigences exprimés par les cheminots.

Le 20 Octobre 2009, se sont plus de 30% des agents qui étaient en grève dans une nouvelle journée d'action unitaire. Le 8 décembre 2009, 15 000 cheminots manifestaient à Paris du siège de la SNCF au Ministère des transports. Le 3 février 2010, la participation à la grève était supérieure à 35%, le 23 mars 2010 elle atteignait 38%. Mais les dirigeants de la SNCF se sont contentés d'entrer dans une démarche de manipulation médiatique et de truquage des chiffres, ayant une attitude dédaigneuse malgré la montée en puissance du rapport de force lors de ces mobilisations. Depuis la nomination de G. Pepy à la présidence de la SNCF, le COMEX (Comité Exécutif) s'est placé dans une posture dogmatique, prenant en exemple les privatisations de France

Télécom, de Renault ou d'Air France, il essaie d'infliger le même sort à l'EPIC SNCF et aux cheminots. C'est dans cet esprit qu'il entend imposer un dialogue social issu du modèle anglo-saxon dans lequel les organisations syndicales ne seraient utiles qu'à faire accepter par les cheminots la casse du service public et à accompagner la régression sociale. La direction de la SNCF multiplie les tables rondes et réunions de concertation dans lesquelles elle souhaite faire valider ses projets refusant toutes formes de contestations de sa politique et de négociations sur des propositions alternatives.

Les dirigeants de notre entreprise ont instauré au sein de la SNCF des méthodes malsaines avec comme seule ambition de casser l'unité syndicale et d'affaiblir artificiellement le rapport de force.

Dans le cadre des DCI et des préavis qui ont précédé l'action de grève du mois d'avril 2010, la direction ne s'est jamais attachée à répondre aux revendications. Elle s'est contentée de s'engager dans l'intrigue et les tactiques manœuvrières à l'exemple de la négociation transverse proposée par la DRH pour le 31 mars, acceptée par la CGT mais annulée le lendemain.

**La Direction de la SNCF porte donc l'entière responsabilité de ce conflit social mais aussi de sa durée en refusant toute forme de négociation pendant la grève. La détermination des cheminots dans l'action l'a contrainte à ouvrir des discussions qui produisent des résultats en termes d'emplois, d'arrêt de réorganisations en mono activité, de remise en question de certains OFP pour le fret, de ré-internalisation de charges de travail, de mixité des roulements ADC-ASCT n'en déplaise à ceux qui dénie le droit constitutionnel de faire grève.**





## Des jeunes lucides et déterminés

La direction de la SNCF souhaitait profiter du renouvellement de plus de 60 000 cheminots en dix ans, depuis la mise en œuvre de la RTT en 1999, pour casser l'esprit cheminot basé sur les valeurs du service public et de la solidarité. Fidèle à sa stratégie d'enfumage, la direction essaie d'aveugler les nouveaux cheminots par des processus managériaux pour poursuivre sa transformation profonde de notre entreprise. C'est ainsi que pour amoindrir l'intervention des jeunes cheminots dans les choix qu'elle opère, elle accentue la précarité, impose la mobilité et met en place des agences d'intérim internes (EME/EDC).

Pour autant, le questionnaire CGT à l'adresse des jeunes cheminots montre qu'ils analysent avec lucidité les conséquences des choix stratégiques de la Direction sur leur quotidien au travail et sur l'avenir de l'entreprise. Chez les jeunes la notion de service public reste prégnante. 75% ne sont pas satisfaits de leur salaire. 85% estiment que la sécurité de leur emploi est menacée par les évolutions de l'entreprise. 90% émettent la volonté d'agir pour une augmentation des salaires.

La volonté de se battre pour le service public et pour des conditions sociales de haut niveau demeure intacte. Malgré le renouvellement générationnel, l'engagement de ces jeunes dans la grève du mois d'avril et leur élan d'adhésion à la CGT démontrent leur attachement à notre « culture cheminote ».

La jeunesse s'est investie tout au long du conflit et fut active sur les piquets de grève comme dans les débats démocratiques sur la conduite de l'action. Les jeunes cheminots ne sont pas prêts à mettre un mouchoir sur l'histoire. Comme ils l'avaient été en novembre 2007 pour défendre notre régime spécial de retraite, les jeunes ont démontré leur capacité de mobilisation. C'est cette volonté de résistance et de conquêtes sociales qui les anime, l'esprit de lutte se transmet n'en déplaise à nos dirigeants.

**Les jeunes seront au cœur des prochains rendez-vous revendicatifs...à commencer par celui des retraites et sur tout ce qui touche à l'avenir de la SNCF, du Service Public ferroviaire et du Statut.**

## L'encadrement instrumentalisé par la direction SNCF

**En se positionnant dans une attitude de blocage, les dirigeants de la SNCF ont-ils mesuré dans quelle situation ils mettaient les cadres de l'entreprise et les dirigeants de proximité ?**

Interdire toute forme de négociation avec plus de 50% des agents de la traction, des ECT et du Fret en grève, c'est faire porter le poids du déni du droit de grève aux cadres dirigeants dans les régions et établissements

Faire de fausses annonces sur les trafics pour plaire à Sarkozy, c'est faire prendre des risques inconsidérés aux cheminots en contact direct avec les usagers ainsi qu'à leurs dirigeants de proximité. Il en va de même concernant la circulation de trains dans des conditions ne respectant pas les règles de sécurité.

A l'instar des Ministres Woerth ou Estrosi, lorsque le DRH de la SNCF traite les cheminots en grève de preneurs d'otages, au-delà du caractère insultant de tels propos, prend-t-il en compte les conséquences d'une telle démarche? Lorsque G.Pepy laisse le secrétaire général de l'UMP X.Bertrand lui dicter son comportement concernant les modalités de retenues des jours de grève (cf. Figaro du 6 mai 2010), mesure-t-il l'impact de cet acte revanchard vis à vis des cheminots inscrits dans l'action?

La direction de la SNCF se soucie bien peu des agents de l'encadrement placés en première ligne qui risquent de supporter la dégradation des relations induite par de tels positionnements. Cette action de grève a fait la démonstration que pour la Direction tout cadre se permettant d'avoir un soupçon d'autonomie comme le prévoit leur statut professionnel, risque d'être dessaisi de ses fonctions et jeté au placard. La stratégie managériale imposée par la direction vise à considérer les agents d'encadrement comme de simples exécutants aux ordres et au service de cette cause libérale qui conduit la SNCF et le service public ferroviaire à leur perte.

**Les cheminots de l'encadrement ne sont pas dupes, ils savent que l'avenir de notre régime spécial de retraite est directement lié aux fondements du conflit social que nous venons de vivre: l'emploi, les salaires et la pérennité du service public ferroviaire.**



# Tous contre la lutte CGT et les cheminots en grève

## L'Elysée à la manœuvre !

Dans un contexte de crise du système capitaliste et de cure d'austérité pour les peuples européens, le rôle et l'intervention du sommet de l'Etat dans le conflit à la SNCF visant à exiger qu'il n'y ait pas de négociations avaient l'ambition d'adresser un message de fermeté à l'ensemble des salariés et au mouvement social.

En effet, alors que se profile une nouvelle réforme de régression sociale visant à s'attaquer une nouvelle fois, après 1993, 2003 et 2007, au système de retraite solidaire par répartition, la volonté de l'oligarchie au pouvoir était de faire mettre un genou à terre aux cheminots.

Cette posture politique irresponsable et dangereuse pour la démocratie illustre la conception du dialogue social qui préside en France.

Après le fameux « en France maintenant, quand il y a grève cela ne se voit pas », les cheminots et les usagers ont eu droit à « pas de négociation pendant la grève ». Force est de constater que ces 2 slogans ont vécu...

## L'Unité syndicale... une nécessité !

Sans polémique mais sur la base des faits et en étant conscient que localement certains militants des autres organisations syndicales ont joué le jeu de l'unité syndicale, il convient de constater et de déplorer la mise en œuvre de stratégies nationales des fédérations syndicales Unsa, Sud Rail et Cfdt contraires aux intérêts des cheminots.

La Direction de la SNCF a largement intrigué et manœuvré pour créer les conditions de la division syndicale et casser l'unité construite par la Fédération CGT des Cheminots depuis plus d'un an.

Chacun y est allé de son prétexte pour se désolidariser d'une démarche unitaire construite autour de l'emploi, des salaires et de la défense de l'entreprise publique unique et intégrée pour un service public ferroviaire de qualité.

Les uns arguant le fait que nous devons garder des forces pour la bataille des retraites alors que le régime spécial des cheminots dépend intégralement des thèmes revendicatifs que portent la CGT et qui étaient inscrits dans le conflit.

D'autres qui combinent avec la Direction SNCF prétextant avoir obtenu des avancées dans le cadre d'une réunion de conciliation. La Direction SNCF ayant poussé la délicatesse à déclarer la levée de leur préavis avant même qu'ils ne l'annoncent officiellement.

Les derniers, chantres de la grève reconductible comme seul moyen d'action, ont délibérément créé les conditions d'affaiblir le rapport de force comme le démontrent les chiffres de grévistes sur des sites comme Paris St Lazare (par exemple moins de 6% tout au long du conflit).

Au-delà de l'incompréhension et de la légitime colère, que de tels comportements avant, pendant et après l'action suscitent, la Fédération CGT des cheminots ne fléchira pas sur sa démarche. Consciente que l'unité syndicale est un élément important du rapport de force pour résister mais aussi gagner de nouvelles conquêtes sociales, la Fédération CGT des Cheminots continuera à oeuvrer sur la base de ce qui rassemble les cheminots et le salariat. Le dossier des retraites sera de ce point de vue riche d'enseignements...

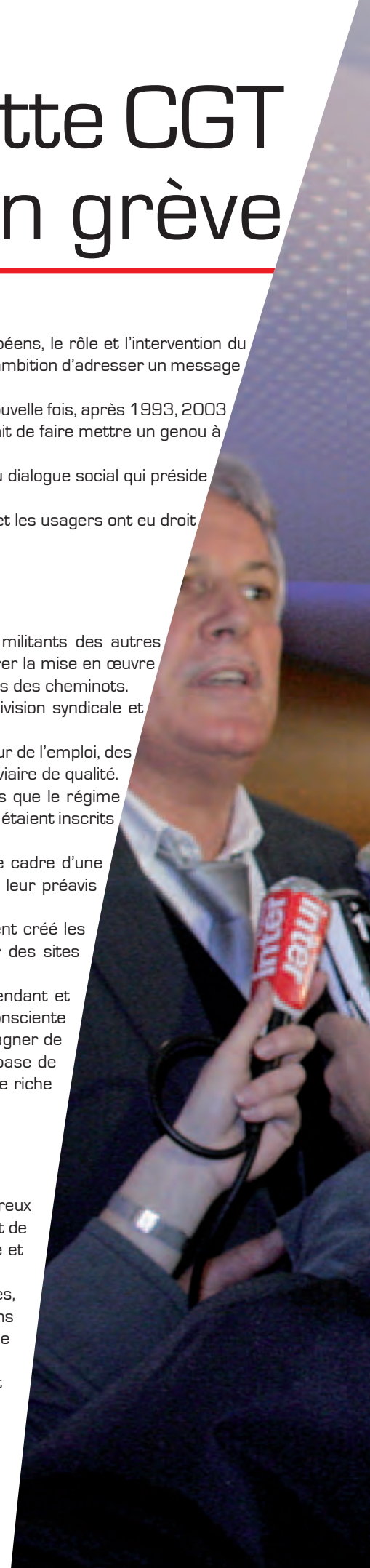
## Les médias ou la propagande libérale ?

Même si il n'est plus à démontrer le rôle de courroie de transmission joué par de nombreux organes de presse pour servir le patronat et le Gouvernement, il faut convenir que le traitement de l'information sur cette grève à la SNCF a atteint des sommets dans le mensonge, la calomnie et la manipulation.

Inventant un pseudo conflit de personnalités, martelant le concept ignoble de prise d'otages, trafiquant la réalité du rapport de force et faisant volontairement abstraction des revendications portées par les cheminots en grève,... La presse, dans sa grande majorité, ne sort pas grandit de cette parodie de journalisme.

Ce n'est pas une bonne nouvelle pour la démocratie mais les cheminots et les salariés ne sont pas dupes des objectifs de cette presse aux mains des « amis du Fouquet's »!

**Cette concentration d'attaques alimentée par la direction de la SNCF au service du gouvernement, de la presse libérale et même de certaines organisations syndicales qui font le choix d'accompagner le libéralisme nous rassure sur la pertinence des combats que mènent la Fédération CGT avec les cheminots sur l'emploi, les salaires, le service public et les retraites.**





# Un conflit, des acquis !

Alors que certaines organisations syndicales se sont contentées de « mesurette » d'accompagnement de la stratégie de la direction dans le cadre des DCI, l'action de grève impulsée par la CGT permet d'engranger de sérieux acquis que les négociations régionales, toujours en cours, concrétisent et multiplient.

Le slogan du président « pas de prime à la grève » pour démobiliser a donc vécu. Ainsi, dans les derniers jours du conflit, des premières discussions ont été engagées dans les régions et se poursuivent suivant un calendrier qui s'étale jusqu'à la fin du mois de juin, de plus une première table ronde nationale est prévue dans la deuxième quinzaine du mois de mai. D'ores et déjà des résultats concrets:

Sur l'emploi : Le budget 2010, initialement fixé entre 1000 et 1800 recrutements dépassera les 2300 pour aller vers 3000 embauches. Les recrutements au statut issus de l'alternance seront augmentés. Tous les départs en retraite, au-delà des 4300 prévus seront intégralement remplacés. Aux 472 embauches recensées au 31 mars 2010, les premières négociations régionales qui se sont déroulées fin avril et début mai ont acté 798 emplois dont plus de 375 embauches.

Sur l'organisation de la production : Le dogme de la mono activité est remis en cause.

Sur les 6 projets d'établissements dédiés à la mono activité pour le TER, il n'en reste plus que 3 et la table ronde nationale abordera l'organisation de la production en zones diffuses. Dans plusieurs régions, des UO et des roulements ASCT et ADC redeviennent mixtes TER / GL, y compris dans certains cas TER / FRET !

Sur le Fret : des discussions par régions ont été imposées. Des emplois sont préservés. La mise en place d'opérateurs ferroviaires privés de proximité en Auvergne, dans le Morvan et à La Rochelle a été repoussée.

Ce conflit qui portait des revendications transverses a également permis des avancées pour la SUGE, le Matériel et l'Équipement. Un cahier des charges et une méthodologie sur le retour d'expérience des restructurations engagées en 2008 et 2009 seront présentés dans le cadre de la commission économique du CCE. Un point d'étape concernant la ré - internalisation des charges sera fait avant l'été à partir des 3 régions pilotes Metz/Nancy, Lille et Marseille.

**La CGT engage les cheminots à rester mobilisés et à mettre les négociations régionales sous leur contrôle dans la perspective de la prochaine table ronde nationale.**

Les organisations syndicales rassemblées dans un cadre unitaire réaffirment que la sortie de crise passe par des politiques publiques en faveur d'une relance économique intégrant la satisfaction des besoins sociaux. Concernant les retraites, elles rappellent que la revalorisation des salaires et la création d'emplois « en quantité, de qualité, qualifiés, reconnus et valorisés » doivent devenir une priorité dans les entreprises et les administrations.

Ce sont des sources de financement incontournables pour garantir le devenir de notre système de retraites par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle. Une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités notamment entre les Femmes et les Hommes au travail s'impose aussi pour garantir à tous un haut niveau de vie à la retraite. La pénibilité du travail doit être reconnue et ouvrir des droits à un départ anticipé à la retraite.

**La CGT appelle les cheminots à signer la pétition retraite lancée par la Fédération CGT des cheminots et à s'inscrire massivement dans les journées d'actions unitaires et interprofessionnelles à l'appel de la CGT, la CFDT, la FSU, Solidaires et de l'UNSA.**